

Sommet franco-allemand : est-ce que ce (petit) monde est sérieux ?

07/12/2011

LE PLUS. Lors du énième sommet franco-allemand sur la crise de l'euro, Merkel et Sarkozy sont tombés d'accord sur plus de discipline budgétaire. Un discours qui se voulait rassurant mais que Sylvie Goulard, euro-députée, relativise.

*

Du sommet franco-allemand du 5 décembre dernier, on peut faire une lecture carrée : la chancelière et le président de la République sont d'accord pour plus de discipline inscrite dans les constitutions nationales et dans des traités révisés (des sanctions "automatiques"). Les eurobonds sont écartés. Le fonds permanent entrera en service plus tôt, les créanciers privés moins mis à contribution. Et tout sera bouclé pour le printemps !

Deux années de suivi de la crise et un petit zeste d'ironie invitent à relativiser ce discours.

Discipline budgétaire : le diktat du nord

L'idée de "sacraliser" la discipline budgétaire dans la constitution nationale a du sens. Les Allemands ont besoin d'être rassurés sur les intentions de pays qui, des années durant, ont violé leurs engagements. Les parlements nationaux doivent enfin s'astreindre à voter des budgets compatibles avec l'euro. Mais le président de la République engage la parole de la France sans avoir préalablement réuni une majorité non partisane sur la révision de la Constitution. Nul ne sait si la réponse française sera à la hauteur de celle de l'Espagne ou de l'Italie : l'union nationale dans l'intérêt du pays et de l'euro. À Toulon, le président français a parlé en chef de clan. Il n'a pas endossé les habits de chef de l'Etat.

Les aléas d'une révision des traités sont encore plus grands. Plusieurs pays devront peut-être organiser un referendum. S'engager dans une procédure aussi lourde ne vaut pas la peine si, comme cela semble être le cas, l'ambition se réduit à insérer dans les traités une partie des règles adoptées récemment par les ministres des finances et le Parlement européen dans le "paquet gouvernance économique" (dit *6 pack*). L'Allemagne a apparemment obtenu que soit retirée du champ de la discussion l'une des innovations majeures du *6 pack*, arrachée de haute lutte par le Parlement européen et qui la gêne : la surveillance macro-économique de tous les Etats, qu'ils dégagent des déficits ou des surpluses. Plus de traces de l'idée très utile, notamment pour tirer les leçons de la crise en Espagne et en Irlande, que l'ensemble des indicateurs macro-économiques ont leur importance. Au jeu de l'oie européen, nous voilà sottement retombés dans la case Maastricht, celle de la discipline des comptes publics.

Nos dirigeants commettent une erreur encore plus stratégique : tous les peuples n'ont pas l'histoire de l'Allemagne, ni sa culture de stabilité. Si la réforme des traités ne prévoit rien pour

répondre aux craintes de déclassement des peuples du sud, si l'équité, la lutte contre les inégalités ne sont pas "sacralisées" au même niveau que l'indispensable discipline, il ne faudra pas s'étonner que le sentiment se propage d'une injustice ou d'un diktat du Nord sur le Sud.

Abandon des eurobonds : une impasse

Enfin Angela Merkel et Nicolas Sarkozy refusent les eurobonds. C'est peut-être très bon signe, car on ne compte plus les avancées qu'ils ont péremptoirement refusées avant de les accepter. Ainsi, le 5 décembre, ils ont essentiellement défait le pacte "faustien" qu'ils avaient conclu à Deauville en octobre 2010 : ils avaient alors troqué l'implication des créanciers privés dans les réductions de dette (chère à Berlin) contre l'abandon des sanctions automatiques (cher à Paris). La Banque centrale a tiré la sonnette d'alarme, le Parlement européen a protesté. Mais tel était alors le bon vouloir de nos Princes. Un an plus tard, à Paris, ils se dédisent. Mieux vaut tard que jamais. L'hommage du vice à la vertu arrive toutefois bien tard, quand de nombreux dégâts ont été accomplis. En perdant quel crédit politique ? Combien de troubles créés dans l'esprit des citoyens et des investisseurs par ces retournements successifs ?

Si les citoyens français savaient les implications de ces erreurs, s'ils mesuraient l'énergie qui a été déployée par l'Elysée, jusqu'en juillet / août dernier, pour bloquer dans les négociations du *6 pack*, toute automaticité des sanctions, ils seraient confondus !

Le refus persistant des "eurobonds" serait une erreur grave. Naturellement, il faut faire une différence entre la mutualisation illimitée des dettes, la porte ouverte à la gabegie, et des solutions favorables à la discipline, comme plusieurs chercheurs et le Parlement européen l'ont proposé. Mais en refusant tous les eurobonds, de manière indifférenciée, alors même que la Commission européenne a courageusement commencé à étudier la question, les gouvernements français et allemand s'enferment dans une impasse.

Soit les marchés les prennent au mot et déduisent du refus incompréhensible de créer un marché obligataire de la taille de celui des bons du Trésor américain, une hésitation à s'engager durablement en commun. C'est hélas ce qu'un dirigeant d'une puissante banque d'investissement américaine soulignait à Bruxelles dès le 5 décembre au soir, à l'issue du sommet. Soit les marchés ne les croient pas, et alors c'est la parole publique des dirigeants européens qui est encore démonétisée. Dans tous les cas, nous passons pour un continent incapable de tirer profit de la dimension stratégique de la monnaie.

Et la démocratie ?

Enfin, il manque, dans le dessein franco-allemand, ce tout petit détail que l'on appelle la démocratie. Personne ne semble avoir eu l'idée, à Paris ou Berlin, qu'un système de discipline plus contraignant appelle un débat public par-delà les frontières et de sérieux contrôles au

niveau européen. La Commission peut se tromper. Les Etats peuvent s'aveugler. Or, personne n'a eu l'idée de reprendre le modeste garde-fou que le Parlement européen a posés dans la négociation du *6 pack* sous le nom de "dialogue économique" : inviter le ministre des finances du pays concerné par une recommandation de la Commission à venir discuter avec les députés européens, créer une pression publique sur les pays récalcitrants mais aussi de leur donner une chance de s'expliquer. D'autres sont invités. Qu'en restera-t-il demain, après révision des traités, dans la vision intergouvernementale et autoritaire de nos chefs ?

A ce stade, le sentiment dominant est que la chancelière et sans doute plus encore le président de la République, pilotent à vue. Ils prétendent agir dans l'intérêt général mais restent prisonniers de la politique intérieure et des archaïsmes nationaux : l'obsession de la discipline chez l'une, le mépris des institutions démocratiques chez l'autre. Ils négligent les enjeux stratégiques comme ils ignorent la détresse des peuples. Dernière et délicate ironie : alors même que notre Président n'a foi que dans "l'intergouvernemental", il semble qu'en définitive, ce sera vraisemblablement la Banque centrale européenne, la plus fédérale, la plus indépendante, la plus supranationale des institutions qui sera appelée à jouer un rôle accru.

Ce (petit) monde n'est décidément pas très sérieux...